

MOUVEMENT POPULAIRE, CITOYENS ET ÉCOLOGISTES
INDÉPENDANTS (51 ÉLUS)Les oubliés de la
grande couronne

FRACTURER À eux seuls, ils représentent près de la moitié de la population de notre région et occupent près de 80% de sa superficie. Mais qu'ils habitent ces territoires par choix ou parce que le prix de l'immobilier à Paris et en petite

couronne est devenu trop cher pour louer ou acheter le logement qui accueillera leur famille, les Franciliens de grande couronne sont tous les oubliés de la politique régionale.

Oubliés de l'emploi. Avec en moyenne 1 emploi pour 3 habitants, la grande couronne n'offre pas à ses habitants les moyens de travailler près de leur domicile.

Oubliés des transports. Un train en retard, c'est une journée galère. Avec toutes les lignes de RER et 6 lignes de Transilien sur 8 qui ne respectent pas leurs horaires, la galère devient chaque jour un peu plus le quotidien. Un seul chiffre illustre l'abandon de ces territoires : le budget de la RATP, qui gère les transports à Paris et en petite couronne, est de 800 euros par habitant et par an. Celui d'Optile, qui gère les bus en grande couronne, est de 140 euros par habitant et par an : 6 fois moins. Conséquence, malgré les bouchons et son budget qui flambe, la voiture reste le moyen de transport incontournable.

Oubliés du Grand Paris, version Manuel Valls. Le projet de Nicolas Sarkozy prévoyait 11 pôles de création d'emplois, dont 7 en grande couronne (Achères-Conflans, Vélizy-Satory, Saclay, Villejuif-Évry, Melun-Sénart, Marne-la-Vallée, Roissy). Dans son dernier discours sur le sujet, le Premier ministre vient d'en rayer 9 de la carte et n'en conserve que 1 en grande couronne : Roissy. Oubliés de l'éducation : 1 bachelier seine-et-marnais sur 2 seulement poursuit des études supérieures contre 70% des bacheliers parisiens...

Oubliés des aides régionales. Depuis 2010, la Région de gauche a dépensé plus pour l'international que pour l'aide aux communes rurales.

Oubliés de la santé avec une grande couronne qui se transforme en désert médical.

Oubliés du haut débit. Plus de 90% de la population de grande couronne n'est toujours pas connectée à la fibre.

Oubliés de la culture. La Région a concentré l'essentiel de ses moyens sur le financement d'équipements situés à Paris ou en petite couronne, pourtant déjà bien pourvus.

Au même titre que les autres, les Franciliens de grande couronne contribuent par leur travail à créer les richesses de notre région. En retour, ils ont droit à des emplois, des services et des transports dignes de ce nom. La première région de France ne peut pas se construire en fermant les yeux sur l'essentiel de son territoire et la moitié de sa population.

> 01 53 85 68 05 / www.ump-iledefrance.fr

EUROPE ÉCOLOGIE — LES VERTS (51 ÉLUS)



© Nathalie Mohadjer/Le bar Floréal

Pollution de l'air :
gérons l'urgence

RÉAGIR En début d'année, nous avons de nouveau vécu deux pics de pollution majeurs, avec des concentrations en particules fines dans l'atmosphère supérieures aux normes acceptables. Comme à chaque fois, à part ralentir la circulation sur le périphérique, l'État n'a pas pris immédiatement les mesures minimales à mettre en place, à savoir la circulation alternée. Il a fallu, une fois encore, que les écologistes protestent, menacent de porter plainte pour « mise en danger de la vie d'autrui » et manifestent devant le ministère de l'Environnement pour que le dossier avance et que la circulation alternée soit sérieusement envisagée. Alors même que nous, à la Région, avions réagi et pris la décision de rendre les transports en commun gratuits.

Quelques jours à peine après cet épisode de pollution, l'État a annoncé une baisse de 15% des subventions à Airparif. Airparif, également soutenu par la Région, est l'organisme qui assure la mesure de la qualité de l'air et réalise les prévisions de pics de pollution. Sans ses données, on ne peut connaître l'état de l'air francilien. Alors, plutôt que de soigner le mal, l'État choisit de casser le thermomètre ?

Selon l'Inserm, les conséquences sur la santé de la pollution atmosphérique coûtent chaque année de un à deux milliards d'euros à la Sécurité sociale – le tiers de son déficit ! Le coût de la pollution, voilà un argument qui fera peut-être mouche. En effet, le fait d'empêcher ses enfants de jouer dehors, de garder à l'intérieur les personnes fragiles et de se retenir de faire du sport pour les plus vaillants est en train de devenir une habitude !

Pour les écologistes, il ne devrait pas y avoir besoin de faire pression pour que le gouvernement se donne les moyens de protéger la santé des Franciliennes et des Franciliens. Nous demandons, nous, que la Région devienne le rouage essentiel d'une cellule de crise qui se réunirait à l'annonce des pics de pollution. Cette cellule serait chargée de rendre automatiques les mesures qui permettraient d'éviter d'aggraver encore la santé de nos concitoyens. Gratuité des transports et circulation alternée deviendraient ainsi immédiates. L'épandage agricole pourrait également être interdit par cette cellule car il est, sur notre région, une source majeure de polluants atmosphériques. Nous continuerons à appuyer en ce sens. Nous organiserons à la rentrée des assises de la qualité de l'air pour donner la parole aux citoyennes et aux citoyens sur la question... plutôt qu'aux industriels, associations d'automobilistes et autres lobbyistes habituels.

> Mounir Satouri / 01 53 85 69 45 / eelv@iledefrance.fr / www.elus-idf.eelv.fr

UNION DES DÉMOCRATES ET INDÉPENDANTS (18 ÉLUS)

Dynamiser le potentiel de nos territoires



DÉVELOPPER Avec 12 millions d'habitants, l'Île-de-France est la première région française. Capitale économique représentant 30% du PIB, notre région concentre de formidables atouts : PME innovantes, sièges des grandes entreprises et des administrations, laboratoires, pôles universitaires d'excellence.

Quand tous ces facteurs devraient concourir à un vrai dynamisme, moteur pour l'ensemble de nos régions, nous restons pourtant à la traîne : la progression du

nombre de demandeurs d'emploi est aujourd'hui plus forte en Île-de-France que sur le territoire national !

L'UDI regrette que la Région ne joue pas son rôle. Alors que le développement économique devrait être la priorité phare du conseil régional, l'exécutif décide cette année de le réduire de 13% !

L'enjeu est pourtant de taille : il est déterminant de faire travailler ensemble tous les acteurs, d'adapter les dispositifs régionaux à la logique entrepreneuriale pour que ce potentiel francilien se traduise en développement d'entreprises et en emplois.

> www.udi-iledefrance.fr